

Document

États-Unis : les lobbyistes ont acheté le Congrès.

(par Lindsay Renick Mayer - <http://www.voltairenet.org/fr>)

18 novembre 2010

Si d'un point de vue démocratique, le Congrès des États-Unis est l'institution la plus corrompue du monde, il n'en est rien au plan pénal. C'est en toute légalité que des groupes d'intérêt ont dépensé 32 523 dollars par jour de session et par parlementaire pour acheter leurs votes. Ce qui ailleurs est jugé comme une activité criminelle est admis comme un simple business dans un pays qui refuse la notion d'intérêt général et fonde la représentativité parlementaire sur des coalitions d'intérêts particuliers.

Les « intérêts spéciaux » [1] ont versé plus de 3,2 milliards de dollars aux lobbyistes de Washington en 2008, plus que pour toute autre année ayant fait l'objet d'études, informe une ONG, le Center for Responsive Politics. [2] Ce chiffre représente une augmentation record de 13,7 % par rapport à 2007, où l'on avait déjà dépensé 7,7 % de plus qu'en 2006.

Le Centre calcule que les groupes d'intérêt ont dépensé en lobbying 17,4 millions de dollars par jour de travail parlementaire en 2008, soit en moyenne 32 523 dollars par jour et par législateur. Sheila Krumholz, directrice du Centre, indique : « Le gouvernement fédéral distribue des milliards chaque jour ; cela représente un travail sûr pour les agents capables de décrocher une part du gâteau au profit des grandes sociétés et des secteurs d'activité. »

Les groupes d'intérêt des industries de la santé ont dépensé plus que tout autre secteur économique en lobbying fédéral. L'« investissement » de 478,5 millions de dollars leur vaut la palme pour la troisième année consécutive. Ils dépassent le secteur financier (avec compagnies d'assurances et immobilier), qui a déboursé 453,5 millions dans les activités de lobbying.

L'industrie des produits pharmaceutiques/santé a déboursé 230,9 millions de dollars, portant son total pour les onze dernières années à plus de 1,6 milliard. Elle est suivie, pour 2008, par le secteur très rentable des installations électriques, avec 156,7 millions ; puis les assurances, avec 153,2 millions, et enfin le pétrole et le gaz, avec 133,2 millions. Les groupes pro-israéliens, les entreprises de transformation d'aliments et l'industrie du pétrole et du gaz sont les secteurs qui ont le plus augmenté leur contribution au lobbying en 2008, en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Le secteur financier, celui des assurances et les compagnies immobilières ont joué des coudes pour obtenir du Congrès une bonne part du paquet d'aide d'urgence de 700 milliards, approuvé fin 2008. La plupart des sociétés ayant réduit leur contribution au lobbying sont celles qui ont déposé leur bilan ou dont le contrôle est passé entre les mains du gouvernement fédéral, mettant un terme à leurs activités de lobbying. « Bien que certains intérêts financiers, de compagnies d'assurances et de biens immobiliers, se soient retirés l'an dernier, ils ont encore distribué plus de 450 millions de dollars pour influencer les politiques de marché.

Cet argent peut acheter une bonne dose d'influence, c'est une fraction de ce que récolte en échange le secteur financier avec le programme gouvernemental d'aide d'urgence », fait remarquer Krumholz.

Les associations liées aux marchés financier et immobilier, ainsi que les regroupements de propriétaires immobiliers figurent parmi les organisations ayant le plus augmenté leurs dépenses de lobbying en 2008 : l'Association nationale des agents immobiliers de 25%, passant de 13,9 à 17,3 millions, l'Association américaine des banquiers quant à elle déboursé 9,1 millions de dollars en 2008, soit 47 % de plus qu'en 2007.

Parmi les autres groupes industriels ayant davantage fait circuler les pots de vin en 2008 figurent : le Conseil

privé de l'équité ; l'Association des banquiers hypothécaires des États-Unis et la Table ronde des services financiers.

La Chambre de commerce des États-Unis reste le premier investisseur en lobbying pour l'année 2008, avec près de 92 millions, soit plus de 350 000 dollars par jour ouvrable, et une augmentation de 73 % par rapport à 2007. Les associations patronales dans leur ensemble ont augmenté leurs dépenses de lobbying de 47 % entre 2007 et 2008.

Certaines industries semblent avoir opéré des coupes sombres dans ce genre de dépenses, mais n'ont pas pour autant totalement renoncé à ces pratiques. La contribution des compagnies automobiles a diminué de 7,6 %, passant de 70,9 à 65,5 millions de dollars, un net changement par rapport aux années précédentes puisque les fabricants et distributeurs d'automobiles avaient augmenté ce type de dépenses de 21 % entre 2006 et 2007. Entre 2007 et 2008, l'Alliance des fabricants d'automobiles, qui avec les « trois grands de Détroit » (General Motors, Ford et Chrysler) a été auditionné par le Congrès pour demander de l'aide ; a abaissé ses frais de lobbying de 43 %, soit un total passant de 12,8 à 7,3 millions de dollars. Seul Ford a légèrement accru ses dépenses, mais seulement de 8 % (de 7,1 à 7,7 millions).

Parmi les entreprises de lobby basées à Washington, Patton Boggs a fait état des revenus, en lobbying déclaré, les plus élevés pour la cinquième année consécutive : 41,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 20 % par rapport à 2006. Parmi les clients les plus généreux de l'entreprise figurent Cerberus Capital Management, le fabricant de sucreries et d'aliments pour animaux Mars, le groupe de communications Verizon, les groupes pharmaceutiques Bristol-Myers Squibb et Roche, ainsi que l'Association américaine pour la justice (auparavant connue sous le nom d'Association des avocats plaideurs des États-Unis).

Mise à jour de Lindsay Renick Mayer (de Open Secrets.org)

On dirait une petite annonce : « Licencié et en quête d'emploi ? L'industrie du lobby a besoin de vous ! » Depuis que nous avons publié cet article sur OpenSecrets.org en janvier 2008, l'industrie du lobbying n'a cessé de croître, alors même que les autres entraînent en récession, condamnant des centaines de milliers de citoyens états-uniens au chômage.

Cette croissance s'explique en partie, justement, par la récession économique : de nombreux cadres recherchent l'aide du gouvernement pour remettre leurs entreprises à flots. D'autres tirent simplement les avantages qu'offrent les nombreux parachutages de paquets gouvernementaux. Tant qu'il existera un gouvernement fédéral qui distribue des fonds, les agents du lobbying augmenteront leurs dépenses d'année en année pour gagner les faveurs de ceux qui fabriquent les lois.

Nous voyons ce genre de dépenses grimper d'année en année —plus de cent pour cent sur les dix dernières années—, et le regain d'activité qui a caractérisé le premier trimestre de 2009 indique que la tendance se maintiendra dans un avenir proche. Se basant sur les dossiers du Bureau des registres publics du Sénat, le Center for Responsive politics (CRP) a constaté, entre janvier et mars, une croissance du lobbying, par rapport à la même période de l'année précédente, de l'ordre de 2,4 millions de dollars. Les syndicats professionnels, organisations et entreprises ont versé, pour le premier trimestre 2009, au moins 799,7 millions de dollars aux marchands d'influence au Congrès des États-Unis, contre 797,2 millions pour le même trimestre 2008. L'augmentation peut sembler dérisoire au regard des milliards investis chaque année dans cette activité, mais en cette époque de turbulences économiques, il est indéniable que cela représente un fort courant de revenus pour une seule industrie.

Ceci dit, les industries ayant fait les gros titres de la presse sur la question des fonds demandés ou reçus du gouvernement fédéral, ont diminué leurs frais de lobbying durant le premier trimestre 2009, par rapport à la même période en 2008.

Les bénéficiaires des liquidités distribuées en vertu du programme de sauvetage des actifs financiers du gouvernement fédéral (Troubled Asset Relief Program, TARP) ont distribué moins d'argent à leurs agents qu'au cours de tout autre trimestre en 2008, peut-être parce qu'ils ont dû faire face aux nouvelles règles restreignant leurs contacts avec les fonctionnaires publics en charge du programme d'aide urgente.

Le CRP a constaté que les bénéficiaires du TARP ont dépensé 13,9 millions de dollars au premier trimestre 2009, contre 20,2 millions de janvier à mars 2008 et 17,8 millions au dernier trimestre 2008. Tandis que le gouvernement distribue des milliards, ces sommes semblent dérisoires en comparaison des avantages que récoltent les corporations. [3]

Sources :

Project Censored / Red Voltaire / Center for Responsive Politics.

Traduction Réseau Voltaire.

Nous remercions les contributions de :

Étudiants chercheurs : Alan Grady et Leora Johnson.

Tuteur : John Kramer, Ph.D., Sonoma State University.

[1] *Note du traducteur* : un euphémisme qui désigne les groupes de pression qui exercent leur influence sur les pouvoirs publics : le Congrès, la Maison-Blanche et les tribunaux.

[2] *Open Secrets.org*, "Washington Lobbying Grew to \$3.2 Billion Last Year, Despite Economy", par Lindsay Renick Mayer Center for Responsive Politics.

[3] Pour en savoir plus long sur le fonctionnement du lobbying aux États-Unis et le trafic d'influences, consultez le blog du CRP, sur : <http://www.opensecrets.org/news/>